

la lettre eau

Juin 2006 - n°35

Sommaire

Actualité

On vous montre ces pesticides que vous ne sauriez voir...
p.3

Dossier

L'irrigation intensive en Poitou-Charentes :
Facteur aggravant d'une situation de sécheresse
p.4

Adour-Garonne : qualité et quantité sont dans un bateau...
p.6

Les méandres du principe pollueur-payeur
p.8

Point de vue

Bandes enherbées contre pollutions diffuses :
Vraie solution ou cache-misère ?
p.12



Revue de France Nature Environnement

Fédération française des associations de
protection de la nature et de l'environnement

www.fne.asso.fr

«France Nature Environnement rassemble plus de 3000 associations nationales, régionales et locales réparties sur l'ensemble du territoire. Présente dans de nombreuses institutions de concertation, la fédération nationale place la protection de la nature, de l'environnement et de notre santé au cœur des décisions publiques afin que les décideurs politiques n'ignorent plus les préoccupations des citoyens».

La politique de l'eau requiert une attention constante de la part des citoyens, afin de veiller à une eau de bonne qualité, respectueuse de la santé humaine, ainsi qu'à la biodiversité des milieux naturels aquatiques. Les pages du site de FNE dédiées à l'eau ont cette vocation de vous transmettre l'essentiel de l'information sur l'eau en France, tout comme une analyse des politiques dans ce domaine. Venez visiter les pages eau : <http://www.fne.asso.fr/PA/eau/eau.htm>

En raison d'un remaniement de gestion en interne, le mode de diffusion de la Lettre eau a changé depuis le numéro 33. Par conséquent, nous mettons fin aux abonnements payants.

Mais la Lettre eau a plus que jamais besoin de votre appui pour continuer à participer au débat sur les politiques de l'eau, dans une démarche de sensibilisation des citoyens.

Nous vous proposons désormais de soutenir cette publication par vos dons.

**Devenez un «don'acteur»
Faites un don pour que «la Lettre
et l'eau» restent vives !**

Les dons des particuliers sont déductibles du revenu imposable. Reçu fiscal adressé à tous les donateurs.

Vous pouvez faire parvenir vos dons (d'un montant minimum de 15€), ainsi que toutes vos questions ou remarques aux coordonnées suivantes :

**Pôle ressources en eau et milieux naturels
aquatiques de France Nature Environnement**
6 rue Dupanloup - 45000 Orléans
☎ 02 38 62 55 90 - 📠 02 38 62 55 91
e.mail : eau@fne.asso.fr
site web : www.fne.asso.fr

Directeur de la publication : Sébastien Genest
Rédacteur en Chef : Bernard Rousseau, responsable
des Politiques Eau de France Nature Environnement
Comité de rédaction : Elise Delanssays et
Romain Suaudeau
Conception & réalisation : Olivier Gaudissard
Impression : Imprimerie Nouvelle - Routage : Dautry
Crédit photo couverture : Christian Errath - Marais
Poitevin



édito



Pour une eau vivante : la constitutionnalité des redevances !

En chantier depuis bientôt quatre années, et un an après l'examen par les Sénateurs, la nouvelle loi sur l'eau a enfin été examinée et adoptée par l'Assemblée nationale le 30 mai dernier. On se souviendra que le texte initial, proposé par le gouvernement, était loin d'être parfait car il était influencé par les groupes de pression traditionnels.

Ces influences ont continué à s'exercer, aussi auprès des députés, conduisant à des améliorations et à des régressions du texte qui, au bout du compte, ne se situe pas à la hauteur des ambitions d'une politique de l'eau qui viserait à traiter les problèmes majeurs de notre pays.

Élément important : le projet de loi porte sur une réforme des Agences de l'eau, et en particulier sur la constitutionnalité des redevances. Classées dans la catégorie des «impositions de toute nature», les redevances doivent être fixées par une assemblée élue au suffrage universel, il est donc prévu qu'elles soient encadrées par le Parlement. Celui-ci devra définir les orientations du programme pluriannuel d'intervention de chaque Agence, tout en prévoyant le montant des dépenses et des recettes, donc des redevances.

Actuellement, ce sont les Comités de bassin qui fixent ces redevances, d'où le risque permanent d'inconstitutionnalité. C'est pour sortir de cette situation inconfortable qu'un encadrement par le Parlement est prévu, toutefois une très grande marge de manoeuvre est laissée aux Comités de bassin. Ils pourront toujours moduler le taux des redevances entre zéro et une valeur plafond et, de ce fait, fixer les contributions financières des trois groupes de contributeurs que sont les particuliers, les industriels et les agriculteurs. Selon quel principe ? Certainement pas selon le principe pollueur-payeur, car la décision dépend de la composition des Comités de bassin, inchangée dans le texte actuel.

Alors quand Michel Rocard, ancien Premier Ministre, député européen, fait connaître dans la presse son point de vue sur le texte de loi, en réduisant son propos à la constitutionnalité des redevances, on ne peut être que dubitatif devant certaines de ses assertions. La vision de la politique de l'eau qu'il exprime n'a plus cours, il la réduit aux problèmes de pollution posés par l'industrie, en méconnaissant que le problème principal vient aujourd'hui de l'agriculture.

Quand M. Rocard, faisant l'éloge du système actuel, déclare «Ce système très incitatif s'est révélé remarquablement efficace : la situation écologique de nombre de nos fleuves et rivières s'est grandement améliorée depuis trente ans», on croit rêver ! Il semble ignorer que la Directive Cadre sur l'Eau, politique européenne, incite les Etats membres à faire des efforts pour la reconquête du bon état des eaux en 2015, et que les «Etats des lieux», réalisés dans chaque bassin en 2004, montrent que le «bon état écologique des eaux» ne pourra être obtenu dans 75 à 80% des cas si l'on continue les politiques actuelles.

En réalité, ce qui s'est amélioré c'est l'aspect visuel des eaux, par la suppression des très gros points noirs de pollution industrielle ou urbaine. A l'inverse, les pollutions diffuses, provoquées par les nitrates et les produits phytosanitaires de synthèse issus de l'industrie chimique, étrangers au milieu naturel, ont fortement augmenté et sont les principales causes de dégradation du bon état des eaux.

En fait, l'efficacité de la politique de l'eau ne repose pas sur la constitutionnalité ou non des redevances, mais sur notre aptitude à construire une politique de l'eau autour d'Agences de l'eau puissantes, avec un Ministère de l'écologie doté de moyens et de personnels suffisamment nombreux pour être capables d'influer sur toutes les politiques économiques pour la prise en compte des contraintes environnementales. Cette loi sur l'eau le permet-elle ? Certainement pas, mais le germe est dans le fruit !

Bernard Rousseau
Ancien Président de France Nature Environnement
Responsable des politiques eau

On vous montre ces pesticides que vous ne sauriez voir...

Le Danemark⁽¹⁾, tout comme la Norvège⁽²⁾, enregistrent une réussite remarquable de leur politique de diminution de l'utilisation des pesticides⁽³⁾. Le Québec suit ce même sentier, encore peu balisé, avec l'entrée en vigueur d'un code de gestion des pesticides. A Montréal plus particulièrement, l'utilisation et l'épandage d'insecticides, d'herbicides et de fongicides par les secteurs public ou privé sont interdits. Et que fait la France ? Elle traite, elle traite, bien sûr, mais elle ne traite pas le problème.

Il est temps pour notre pays de mettre en berne son pavillon de complaisance vis-à-vis de ces produits chimiques, qui ont déjà - et risquent d'avoir plus encore d'impacts néfastes sur la nature et la santé humaine. Sans catastrophisme, il est temps de voir le pesticide en face, plutôt que de laisser s'endormir notre vigilance par sa dénomination politiquement correcte de «produit phytosanitaire» ou «phytopharmaceutique» : comment nous faire croire que des molécules synthétisées chimiquement pour tuer, deviendraient finalement inoffensives pour la vie !

France Nature Environnement lance une campagne nationale de sensibilisation de tous les citoyens aux excès et aux risques liés aux pesticides. Ainsi, nous demandons à l'Etat de s'engager pour un plan interministériel de réduction des risques liés aux pesticides qui soit fort et ambitieux. En préparation depuis maintenant 3 ans, ce plan devait paraître en janvier 2006, sortie repoussée à fin avril... Par ailleurs, ce plan risque de n'être qu'une simple déclaration d'intention tant les mesures proposées sont indigentes et incapables de résoudre le problème de l'empoisonnement chronique aux pesticides.

FNE a fait ses propositions aux Ministères en charge de l'Agriculture, de l'Ecologie et de la Santé :

- un **objectif chiffré de réduction de l'utilisation des pesticides** (fondé sur le nombre de traitements à l'hectare), ou de l'écotoxicité totale annuelle de ces produits.
- l'**instauration d'une taxation dissuasive des pesticides** dont le produit accompagnerait le développement des techniques alternatives.
- la mise en place d'une **formation obligatoire**, sanctionnée par un diplôme de qualification associée à un permis de traiter, **pour tous les utilisateurs de pesticides**.
- un **rapport venant préciser l'état de dispersion et l'impact des pesticides** (écotoxicovigilance), réalisé indépendamment des acteurs économiques par l'Observatoire des résidus de pesticides.
- un encouragement des pratiques alternatives (assolement diversifié, rotations longues...) et, en particulier, **un soutien significatif à l'agriculture biologique**.
- le **retrait**, de la liste des pesticides homologués, **de toutes les substances cancérigènes, mutagènes et dangereuses pour la reproduction des humains et de la faune**.

La campagne de FNE s'articule en 3 volets, mettant l'accent sur 3 aspects de la problématique pesticides : l'alimentation ; la santé ; les milieux naturels. Un dossier complet a par ailleurs été élaboré, qui est en ligne sur le site Internet de FNE : un " savoureux " programme pour connaître ces produits chimiques et leurs impacts ! Ce qui paraît indispensable, lorsqu'on sait que la France est le 1^{er} consommateur européen, avec 76100 tonnes de matières actives commercialisées en 2004, dont presque 95% sont utilisées par le monde agricole.

Rappelons que le 6^{ème} bilan annuel de l'IFEN a montré que «les pesticides sont présents dans la majorité des stations [d'épuration] échantillonnées en 2002, plus souvent dans les eaux de surface (dans 80% des stations, on

Croquez des pommes ... pas des pesticides !



Voici l'illustration du premier volet de la campagne : l'alimentation. Pour signer la pétition contre l'utilisation abusive des pesticides, rendez-vous sur le site de FNE : www.fne.asso.fr

a retrouvé au moins une fois une des substances recherchées) que dans les eaux souterraines (57%), dans des proportions telles que les milieux aquatiques peuvent être perturbés ou les seuils admissibles pour la production d'eau potable sans traitements spécifiques des pesticides dépassés».

Le réseau eau de FNE a particulièrement travaillé sur le projet de loi sur l'eau et les milieux naturels aquatiques qui est passé devant l'Assemblée nationale le 11 mai 2006, et a réalisé un carnet d'amendements⁽⁴⁾, dans lequel certaines propositions concernent les pesticides :

- compétences conjointes des Ministres de la Santé et de l'Ecologie (avec l'agriculture) sur l'homologation des produits phytosanitaires.
- réglementation de la publicité sur la commercialisation de produits phytosanitaires.
- relèvement de la redevance pour pollution diffuse phytosanitaire, et abandon de tout système de prime.

Il est important de savoir à quels pesticides nous serons mangés dans quelques années, car alors nous ne pourrions pas dire à nos enfants que nous ne savions pas...

Venez consulter la campagne de FNE sur les excès et les risques liés aux pesticides (www.fne.asso.fr), et faites pression sur vos élus en consommateurs et citoyens éclairés et volontaires !

*Romain Suaudeau et Elise Delanssays
Réseau eau et milieux naturels aquatiques
de France Nature Environnement*

(1) Réduction de 47% de l'utilisation de pesticides sur la période 1987-97.

(2) Réduction de 54% entre 1985 et 1996.

(3) Notons cependant que la diminution observée est une réduction de quantité, qui ne signifie pas nécessairement une réduction de l'écotoxicité. Il est possible que les effets positifs d'une réduction de l'utilisation des pesticides soient contre-balançés par une concentration plus forte des produits, et donc par une écotoxicité accrue.

(4) Ce carnet est disponible sur demande au Réseau Eau de FNE.

L'irrigation intensive en Poitou-Charentes : Facteur aggravant d'une situation de sécheresse

La sécheresse aiguë que la France a connue l'an dernier s'est montrée particulièrement sévère en région Poitou-Charentes. Un important déficit pluviométrique faisait suite à un hiver 2004/2005 sec, et a été prolongé par un hiver 2005/2006 tout aussi assoiffé. Plus précisément, la Charente, la Charente-maritime, les Deux-Sèvres, la Vienne et le sud de la Vendée ont vu leur situation critique largement médiatisée, puisque mettant en exergue le paradoxe entre les restrictions d'alimentation en eau potable et l'agriculture céréalière intensive, dans ces zones où l'on observe une irrigation estivale massive.

Une actualité exceptionnelle

A mesure que les kilomètres d'assecs s'étendaient, des arrêtés préfectoraux exceptionnels de restriction ou de suspension de prélèvements sont venus concrétiser la sécheresse dans le quotidien des consommateurs individuels. Or, lorsque 20% de la consommation d'eau en Poitou-Charentes sur l'année 2001 étaient destinés à l'eau potable, et 1% à l'industrie, ce sont 79% qui sont revenus à l'irrigation. Mais pendant que les particuliers voyaient leur consommation d'eau limitée sur l'ensemble du territoire, les prélèvements agricoles ont fait l'objet de traitements différenciés selon les départements. Véritablement restreints dès le printemps en Deux-Sèvres, ils ont été relativement peu limités par ailleurs, soit par des arrêtés permissifs (sud de la Vendée), soit par un système complexe⁽¹⁾ permettant de contourner les restrictions (Charente-maritime). Dans tous les cas, l'affichage d'une gestion rigoureuse était de mise. Ce qui n'a pas empêché un sentiment général d'injustice dans la population et son expression dans la presse locale.

Une situation structurelle

En réalité, l'état de déficit est chronique depuis la généralisation de l'irrigation intensive par aspersion des cultures, de maïs pour l'essentiel (le maïs grain et semence représentait en 2000 76% des surfaces irriguées en Poitou-Charentes).

En principe, les arrêtés-cadre préfectoraux, définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoires des usages de l'eau, sont destinés à **faire face à des situations inhabituelles de déficit quantitatif de la ressource**. Ces arrêtés définissent des secteurs géographiques par département, correspondant peu ou prou à des sous-bassins hydrographiques, dans lesquels les restrictions sont imposées en fonction de la transgression de seuils (soit de débit en rivières, soit de niveau en nappes aquifères).

En pratique, **ces arrêtés préfectoraux sont devenus des outils de gestion ordinaire**. Ils sont pris systématiquement tous les ans malgré le

faible niveau de la plupart des seuils⁽²⁾. Au point que, lorsque survient un événement météorologique véritablement hors norme (année 2005), ces arrêtés ne sont pas à la hauteur de l'événement et les préfets sont amenés à prendre des dispositions exceptionnelles.

La situation est encore aggravée par l'anarchie interdépartementale : rien n'est comparable d'un département à l'autre, ce qui génère des situations ubuesques lorsqu'un sous-bassin versant de rivière est à cheval sur deux, parfois trois, départements.

Une fausse bonne idée : les retenues bâchées

Les services coordonnateurs de l'Etat ont émis en 2004 une «plate-forme régionale» destinée à inspirer les arrêtés-cadre départementaux. Les seules avancées vraiment significatives qui en résultent sont la prise en compte des volumes de l'irrigation de printemps, et un relèvement des seuils à cette époque⁽³⁾. Mais cette plate-forme évoquait aussi, sous certaines conditions : «*le développement de retenues de substitution*». Cette préconisation reçoit beaucoup d'échos. Aussi bien auprès des irrigants et des Chambres d'agriculture, qu'auprès de nombreux élus.

Evidemment : «*Il y a tant d'eau qui part à la mer en hiver, c'est vraiment un gâchis. Pourquoi ne pas en retenir une partie pour sécuriser les cultures ?*» ... «*Et puisque les grands ouvrages ne sont plus à l'ordre du jour*⁽⁴⁾, construisons une myriade de petites retenues».

Or, une grande partie du territoire de Poitou-Charentes et du sud de la Vendée présente un sous sol calcaire inapte à la réalisation de retenues collinaires destinées à capter les eaux de ruissellement. Il faut étancher les ouvrages avec une bâche plastique (une «géo-membrane») de plusieurs hectares. Mais du ruissellement, il y en a peu : pour remplir ces réserves bâchées, il



Marais Poitevin, Marais mouillé de la Vieille Autize (85) - Juillet 2005
Crédit photo : Christian Errath

(1) Combinaison de cultures déclarées dérogatoires, et de restriction de type horaire et non volumétrique... (2) Historiquement, les valeurs de ces seuils sont le résultat de tractations plus ou moins officielles entre l'administration (DDAF) de l'époque et les représentants des irrigants (Chambres d'agriculture). Ailleurs, la démarche a été plus scientifique : en sud Vendée, il s'agissait d'éviter de faire remonter le «biseau salé» jusqu'aux forages : le maïs n'aime pas l'eau saumâtre. (3) La Charente-Maritime est une exception car le principe est suggéré, mais les valeurs de seuils ne figurent pas dans l'arrêté. (4) Bien qu'il existe encore des nostalgiques que les déboires du projet de barrage sur la Trézence (affluent de la Boutonne, elle-même affluent de la Charente) condamné par le Conseil d'Etat, n'ont pas découragé.

L'irrigation intensive en Poitou-Charentes



Réserve de Marsillé, bassin de l'Aume, Nord Charentes (16) - Mars 2005
Crédit photo : Philippe Josse, APAPPA

faut donc pomper dans les nappes phréatiques et/ou les rivières pendant la période dite «excédentaire» (c'est-à-dire en hiver).

Selon la Coordination de Défense du Marais Poitevin, si un prélèvement hivernal est décidé en rivière, les références définies pour les conditions de l'étiage («Débit Objectif d'Etiage», «Débit de Crise», ... et même «Débit Réservé») n'ont plus de sens. Le «Débit Minimum Biologique» devra s'approcher du débit de «Crue Utile». A titre d'exemple, pour la rivière Autize, autour de laquelle sont projetés 10 projets de réserves bâchées, ce débit doit assurer la submersion hivernale du Marais Mouillé, nécessaire à sa régénération. Il est au minimum de 10 m³/sec sur cette rivière, alors que l'arrêté d'autorisation fixe le seuil de pompage à 0,45 m³/sec. De la même façon, le niveau de seuil piézométrique de l'indicateur correspondant devrait être fixé vers +6.50NGF, alors que l'arrêté l'estime à +4.00NGF⁽⁵⁾.

Quand les retenues prolifèrent... Les associations font barrage!

Ces dernières années, le déploiement anarchique de ces aménagements n'a été freiné que par leur coût exorbitant. Afin de généraliser le système, et stimulés par quelques préconisations officielles semblant favorables⁽⁶⁾, les irrigants ont donc été invités à s'organiser pour présenter des projets en commun, où la notion

d'intérêt collectif est mise en avant (l'eau potable pour le projet «Boutonne» en Deux-Sèvres ; le Marais poitevin pour le projet «Autize» au sud de la Vendée), afin de bénéficier de la manne publique. Les investissements sont couverts directement ou indirectement par un financement public à hauteur de 60 à 80% en Poitou-Charentes et de 100% au sud de la Vendée ! En contre-partie, les services de L'Etat et les collectivités territoriales ont donc émis des cahiers des charges plus ou moins exigeants selon leur sensibilité politico-environnementale, destinés à justifier l'intérêt général de tels ouvrages.

Sensibilisées par l'explosion potentielle de ces aménagements, des associations se sont émues et ont pu stopper le processus (jugement des Tribunaux Administratifs). La CDMP souligne ici les critiques émises à l'encontre de ces aménagements financés par les collectivités :

- **L'argument qui soutient la création de retenues pour pallier aux épisodes de sécheresse successifs est fallacieux** : l'impact cumulé de la multiplication des retenues à l'échelle d'un bassin versant n'est à ce jour jamais abordé. En situation de déficit hivernal, les retenues ne peuvent être remplies sans empêcher la recharge des nappes⁽⁷⁾.

- **Ces projets sont iniques** : les irrigants ne sont en réalité qu'une minorité parmi les exploitants agricoles. Et cette minorité bénéficie déjà d'une grande part des subventions et autres compensations.

- En figeant le volume disponible à l'irrigation, ces projets pérennisent un type d'agriculture intensive inadaptée au sol et au climat, et surtout inadaptée aux évolutions à venir tant socio-politiques (PAC) qu'écologiques (effet de serre, déficit énergétique...).

- **Ces projets sont inutiles** : en l'occurrence une réduction, même conséquente, du prélèvement estival peut être assurée par une modification des assolements, économiquement réalisable dès aujourd'hui.

Les positionnements associatifs constituent un panel allant de l'opposition à ce type d'aménagement à une volonté d'encadrement efficace de ces pratiques. Néanmoins les associations partagent l'ambition d'une gestion de l'eau visant la préservation des écosystèmes aquatiques. Tournées vers l'objectif de bon état des eaux à l'horizon 2015 que prescrit la Directive-Cadre sur l'Eau, elles insistent sur la «non-dégradation de l'existant», principe inscrit dans ce texte et qu'elles souhaitent voir appliquer dans les faits.

Ainsi, les associations environnementales ⁽⁸⁾, les fédérations de pêche et des associations de consommateurs se sont rassemblées dans un Collectif Régional Associatif pour la Gestion de l'Eau (CARG'Eau Poitou-Charentes) afin de constituer «une force de proposition pour assurer une gestion équitable de la ressource en eau conformément à la Directive Cadre européenne sur l'Eau». Ce collectif a construit un recueil de propositions concrètes et chiffrées : réajuster et compléter le système d'indicateurs et d'objectifs apte à protéger les rivières et les zones humides, en cohérence au niveau régional, et par une approche par bassin hydrographique.

François Marie PELLERIN
Président de la CDMP
63 rue des Plantis - 85 490 Benet
☎ 02 51 52 96 26
✉ coord@marais-poitevin.org
<http://www.marais-poitevin.org>

Pour en savoir plus :
CARG'Eau
☎ 05 46 44 11 18
✉ federation-de-peche-17@wanadoo.fr

Observatoire Régional de l'Environnement de Poitou-Charentes :
<http://www.observatoire-environnement.org/>
Observatoire départemental de Vendée :
<http://observatoire-eau.vendee.fr/>

(5) Un autre élément réhibitoire est qu'une grande partie de la zone de Marais considérée est mal protégée par ce système. Or c'est celle qui accueille les «embarcadères», supports essentiels au tourisme local. (6) Le «Plan Marais» issu du «rapport Roussel» préconise en effet cette solution. Mais il présente un certain nombre de préalables, dont un examen de toutes les alternatives, en particulier des pratiques agricoles différentes. L'auteur du rapport a depuis souligné que ses conclusions n'étaient valables qu'à «PAC constante». (7) C'est pourquoi, l'une des propositions d'encadrement du remplissage des retenues, est une alimentation exclusive à partir des cours d'eau, sous réserve de seuils de débit adéquats. (8) Quatre fédérations départementales membres de FNE font partie du Collectif CARG'Eau (Deux-Sèvres Nature Environnement, Charente-Nature, Nature Environnement 17 et Vienne Nature) ainsi que leur fédération régionale (Poitou-Charentes Nature).

Adour-Garonne : qualité et quantité sont dans un bateau...

La situation dans les régions du bassin Adour Garonne ressemble à s'y méprendre au constat observé en Poitou-Charentes. Mais force est de constater que les solutions envisagées par les pouvoirs publics dans le cadre du 9^{ème} programme de l'Agence de l'eau Adour-Garonne restent figées dans le système actuel de la surconsommation et des pratiques polluantes. Une remise en cause des usages de l'eau avec des financements aidant concrètement aux changements de pratiques n'est pas encore acquise.

Et pourtant, deux politiques peuvent être menées :

1. Une première politique où la priorité (en termes de financements et de calendriers) est donnée au soutien d'étiage, par la création de réservoirs artificiels. Cette solution, si elle est facilement compréhensible (on stocke le «surplus» et on lâche de l'eau quand on en a besoin, comme pour des citernes de retenues de pluie individuelles) pose cependant de graves problèmes :

- Le non-encouragement à la réalisation d'économies d'eau.
- La destruction de milieux naturels pour la création de nouveaux réservoirs (vallées, rivières...).
- L'augmentation des dépenses publiques, donc des redevances pour les particuliers et les professionnels.
- Le soutien à une agriculture consommatrice d'eau et d'énergie pour la fabrication de protéines animales pourtant largement excédentaires.
- La captation des finances publiques au détriment d'actions de développement durable développées ci-dessous.

2. Une nouvelle politique de l'eau où les financements sont consacrés à mettre en oeuvre un ensemble de plans par bassins versants visant à atteindre le bon état écologique des eaux tout en adaptant les usages au potentiel de ressources naturelles.

C'est dans ce contexte que le Réseau Eau d'Uminate a élaboré des propositions pour le 9^{ème} programme de l'Agence de l'eau Adour-Garonne. L'objectif est donc de donner du corps à cette nouvelle politique de l'eau pour que les Agences financent davantage d'actions curatives (changer les pratiques pour éliminer les causes) et de moins en moins d'actions correctrices (poser des pansements). Ce projet est constitué de 7 propositions⁽¹⁾ :



Irrigation d'un champ de maïs dans l'Orne
Crédit photo : Jean-Paul Doron - Fédération de Pêche (61)

1) Diminuer l'apport de produits phytosanitaires et chimiques sur les sols du bassin Adour Garonne avec pour objectif une diminution de 30% des quantités utilisées en 4 ans.

Exemples d'actions à financer

- Soutenir financièrement, par des aides directes au producteur, l'*agriculture biologique certifiée*, les adhérents au *Réseau d'Agriculture Durable* et les agriculteurs engagés dans la *vente directe au consommateur local* par des contrats interdisant le recours aux pesticides⁽²⁾.
- Tirer les leçons de l'exemple de la région Bretagne, et inciter les collectivités territoriales à prendre des mesures visant à interdire l'usage des pesticides pour l'entretien des voiries et des espaces urbains.
- Sur des bassins versants prioritaires, mettre en place des programmes - avec indicateurs de résultats mesurés - visant à une diminution de 30% des apports sur 4 ans.

2) Augmenter la rétention naturelle des eaux par les sols cultivés, pour retrouver, à terme, un bon état des sols indispensable à un bon état des eaux et à une bonne régulation du débit des rivières.

Exemples d'actions à financer

- Financer des actions de formation à destination de l'enseignement agricole pour augmenter le taux de couverture du sol.
- Accompagner (financement d'outils d'information) les efforts des agriculteurs pour aller dans le sens de moins de travail du sol (semis direct, engrais verts, prairies de longue durée...).

3) Restaurer la capacité des paysages à ralentir le ruissellement et à favoriser l'infiltration. L'objectif est double : construire un paysage agricole, en replantant le maximum d'arbres et de haies ; favoriser le recours aux revêtements de sols urbains perméables⁽³⁾.

(1) Les fiches propositions du Réseau Eau d'Uminate sont consultables sur : <http://www.uminat.asso.fr/-Propositions-pour-l-AEAG-.html>

(2) A l'exemple des AMAP : Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne.

(3) En veillant à ce que cela ne se traduise pas par une utilisation accrue d'herbicides sur ces espaces.

Qualité et quantité sont dans un bateau...

Exemples d'actions à financer

- En partenariat avec les organisations agricoles et les collectivités territoriales, mise en œuvre d'un plan de plantation de haies et d'arbres.

- Incitation financière pour le développement des prairies permanentes.

- Incitation à la construction de surfaces perméables pour les trottoirs, parkings, routes...

4) Diminuer les prélèvements d'eau par l'agriculture. Le but est ici de réorienter de façon durable la production agricole pour maintenir le revenu des agriculteurs, tout en diminuant les quantités d'eau prélevées : réaliser une économie d'eau supplémentaire de 50 millions de m³ d'eau par an sur les 4 prochaines années(4) sur l'ensemble du bassin.

Exemples d'actions à financer

- Augmenter localement les primes pour les prairies, le sorgho et les millets.

- Aider les agriculteurs qui ne souhaitent plus irriguer à se reconverter sur des cultures en sec avec une «indemnité garantie».

- Remplacer les aides aux nouvelles infrastructures d'irrigation par des aides à la conversion vers ces systèmes d'élevage, et des aides à la réintroduction de l'élevage diffus en zone céréalière.

5) Protéger les zones humides

Exemples d'actions à financer

- Informer et sensibiliser sur les zones humides : mise en place d'un «passport zones humides», obtenu par une participation à des sessions de formation, des journées d'échanges et de sensibilisation, des colloques, des visites de sites pilotes... Il donnerait droit à une bonification supplémentaire pour des dossiers présentés à l'Agence de l'eau par la collectivité(5).

- Protéger les zones humides fonctionnelles existantes : définir des critères à remplir par toute action financée par l'Agence, afin de vérifier son impact sur une zone humide environnante.

- Réhabiliter les zones humides fonctionnelles : reconquérir un espace de mobilité du cours d'eau en participant financièrement aux travaux de déplacement de réseaux (routier, eau, électricité, téléphone) lorsque ceux-ci se situent dans

l'espace de mobilité du cours d'eau, afin d'anticiper d'éventuels travaux d'enrochement ou de confortement de berges.

En ce qui concerne les zones humides riveraines, les ripisylves(6), envisager une aide à l'acquisition de terrain (3000 ha / an) : pour recréer la continuité des corridors fluviaux, notamment sur la Garonne, l'Adour et leurs principaux affluents sur lesquels sera réalisée une gestion conservatoire et/ou pour permettre l'érosion latérale et par suite favoriser la dynamique fluviale.

- Recréer des zones humides fonctionnelles en retrouvant un bassin amont qui remplisse ses fonctions de régulateur de crues et qui favorise l'alimentation des nappes :

- Prévoir un dispositif d'indemnisation des agriculteurs ou propriétaires qui mettront à disposition des terres, avec ou sans récoltes, qui pourront faire office de champs d'expansion de crues en cas de hautes eaux.

- Encourager le percement des digues en terre (par un dispositif naturel ou de type canalisation) pour permettre la régulation des débits en périodes de crues par un écoulement

latéral de l'eau (ce qui favorisera aussi l'alimentation des nappes) par une participation financière à 50%.

6) Diminuer à la source la contribution des ménages à la pollution de l'eau. Il s'agit de diminuer le nombre de WC raccordés au tout à l'égout ou en assainissement individuel, par conversion à la toilette à compost.

Exemples d'actions à financer

- Financer une grande campagne d'information à destination de l'ensemble des personnes concernées.

- Mettre à l'étude une prise en compte par la réglementation de la conformité de la toilette à compost avec la législation en vigueur en France. Actuellement, le droit français ignore totalement cet objet et elle oblige le particulier à se raccorder à un réseau d'égout, s'il existe, ou à disposer d'un système d'assainissement autonome conforme à la réglementation. Mais à priori elle n'oblige personne à utiliser ces équipements.

7) Diminuer les rejets directs des stations d'épuration en rivière, pour réduire la pollution issue des stations en épandant l'effluent sur des zones d'infiltration plantées, à proximité de la station et en tenant compte des éventuelles spécificités des sols et sous-sols locaux.

Exemple d'actions à financer

- Inciter l'ensemble des institutions concernées à mettre en œuvre ces techniques, par une campagne de formation et des aides financières.

Rémy MARTIN

Président et animateur du réseau eau d'Uminate
rmartinperso@yahoo.fr



Marais Poitevin - Commune du Poiret
Crédit photo : Christian Errath

Pour en savoir plus :

UMINATE

Union Midi-Pyrénées Nature Environnement
Fédération Midi-Pyrénées des associations de protection de la nature et de l'environnement
Maison de l'environnement de Midi-Pyrénées
14 rue de Tivoli
31 068 Toulouse Cedex
☎ 05 34 31 97 42
✉ contact@uminate.asso.fr
www.uminate.asso.fr

(4) Soit 200 millions de mètres cubes d'eau par an.

(5) Par exemple : 2% par journée de formation validée pour un élu ou un employé des services techniques d'une collectivité, ayant une formation «gestion de milieux naturels ou zones humides» (et non paysager).

(6) Une ripisylve est une formation végétale où domine l'arbre, riveraine et dépendante d'un cours d'eau. C'est un écosystème forestier inondé de façon régulière ou exceptionnelle. Pour en savoir plus : www.fne.asso.fr/Ripisylves/

Les méandres du principe pollueur-payeur

Le projet de loi sur l'eau vient d'être voté, le mardi 30 mai 2006, par l'Assemblée nationale. Au bout d'une dizaine d'années, et après de nombreuses contorsions politiques, que reste-t-il du principe pollueur-payeur ? Dans ce texte de loi comme dans l'ensemble de la gestion de l'eau à la française, voici un état des lieux sur un principe qui mériterait d'être appliqué... sérieusement !

6 Agences de l'eau : les chefs d'orchestre du principe pollueur-payeur

Les Agences de l'eau sont des établissements publics de l'Etat. Elles sont administrées par des Conseils d'administration formés à partir des membres des Comités de bassin, ces derniers étant constitués par des représentants des élus, des milieux sociaux professionnels et de l'Etat. Les Agences regroupent des compétences techniques très diverses et disposent de moyens financiers conséquents. Cette situation leur permet d'orienter fortement la mise en oeuvre des politiques de gestion de l'eau ; elles en sont donc les opérateurs majeurs.

Cette position dominante résulte des orientations de la loi sur l'eau de 1964, qui instaure la création des Agences de l'eau en les dotant d'outils, «les redevances», qui leur permettent de prélever sur la facture d'eau des usagers les moyens financiers dont elles ont besoin. Les redevances agissent selon deux mécanismes.

Leur montant incite celui qui les paie à modifier ses pratiques pour en réduire le montant. Par ailleurs, avec les moyens récupérés, les Agences aident financièrement les actions de dépollution ou les pratiques qui conduisent à réduire les pollutions. Assises sur un préjudice causé au milieu, les redevances sont de plusieurs types.

Les principes qui fondent les redevances

Les redevances «**prélèvement d'eau**» sont justifiées par le traumatisme que l'on fait subir à une rivière quand on lui retire de l'eau. Par exemple, la faune de la rivière pourra en être victime, mais aussi les autres usagers, surtout si les prélèvements la mettent à sec.

Les redevances «**pollution**» sont aussi justifiées par le traumatisme que l'on fait subir à une rivière en rendant son eau impropre à la vie de sa faune ou à son utilisation par d'autres usagers. Dans les nappes, la justification des redevances sera de même nature, les atteintes à la faune en moins, ce dernier propos étant à relativiser car certaines nappes alimentent aussi des rivières !

Les principes préleveur-payeur et pollueur-payeur sont les principes sur lesquels s'appuient les Agences de l'eau pour calculer les redevances qui, toutes cumulées, représentent chaque année, un peu moins de 2 milliards d'euros⁽¹⁾. Somme importante, d'où cette question légitime : qui paie les redevances aux Agences de l'eau ? En principe toute personne ou acteur économique qui prélève de l'eau dans divers milieux ou qui, par ses actions, contribue à la dégradation de la qualité de l'eau. Nous sommes donc tous des redevables en puissance. Seulement voilà, selon la catégorie d'utilisateur d'eau à laquelle nous appartenons, nous payons des redevances très inégales, certains en sont même exonérés. Pour illustrer cette problématique, la redevance «**pollution**» est ici prise en exemple.

3 groupes d'acteurs : les pollueurs identifiés

Dans la masse des contributeurs aux finances des Agences de l'eau, trois groupes d'acteurs sont identifiables :

Les particuliers. Dans notre vie domestique, quelle que soit la profession exercée, nous utilisons de l'eau. Par l'usage que nous en faisons, nous affectons sa qualité, ainsi que la qualité du milieu naturel dans lequel nous la rejetons. La pollution domestique est surtout formée par de la matière organique. Son traitement révèle des situations contrastées. Dans les villes, les maisons et les immeubles sont connectés

au réseau du «tout à l'égout» qui suit la voirie en souterrain : c'est le réseau de collecte. L'eau ainsi collectée est dépolluée dans des **stations d'épuration des eaux usées**, plus ou moins efficaces, pour ensuite être rejetée dans le milieu naturel. Les stations modernes ont des rendements d'épuration élevés, jusqu'à 90%, ce qui constitue une belle performance mais signifie quand même que 10 % de la pollution initiale arrive dans le milieu naturel, ce qui n'est pas complètement satisfaisant, surtout pour les rivières aux faibles capacités naturelles épuratoires. A cette pollution résiduelle, s'ajoutent les pertes de pollutions dans les réseaux de collecte, et dans certains réseaux vétustes dans lesquels les eaux usées et les eaux de pluie se mélangent. Parfois, alors que le réseau de collecte passe dans la rue, certaines habitations, bien que raccordées administrativement, ne sont pas connectées physiquement. Dans ce cas, la pollution émise ne peut être traitée. Elle est rejetée très souvent dans le milieu souterrain sans que l'on connaisse son devenir. Certains secteurs des villes ne sont pas desservis par le réseau de collecte des eaux usées, par conséquent la pollution est rejetée dans le réseau d'eau pluviale sans traitement et arrive au milieu naturel. Enfin, là où il n'existe pas de traitement collectif par station d'épuration et réseau de collecte, l'eau usée est traitée individuellement par fosses septiques, ou fosses «toute eau», suivies par un épandage au travers de drains souterrains. Quand ce système est réalisé selon les normes, il est très performant et les pollutions qui arrivent dans le milieu sont très faibles.

Toutes ces pollutions particulières, provenant de la limite de rendement des stations d'épuration, du dysfonctionnement et de la vétusté des réseaux de collecte, de la non-connexion de certains usagers, du rejet dans le réseau pluvial, de l'assainissement individuel plus ou moins conforme, vont représenter une quantité de

(1) La redevance «pollution» représentant à elle seule 82% de cette somme.

Les méandres du principe pollueur payeur

pollution non traitée qui arrive au milieu naturel. Dans l'application du principe pollueur-payeur, c'est la somme de ces pollutions résiduelles qui devrait être utilisée pour calculer la redevance des particuliers.

Les industriels. Ce groupe est constitué par des entreprises dans des situations économiques très diverses(2). Leurs activités étant très variées, les pollutions produites couvrent une large palette : matières organiques du secteur agro-industriel, molécules complexes de l'industrie chimique, cellulose des industries du papier, éléments métalliques des industries du traitement de surface, huile de coupe des ateliers, lubrifiants issus des garages de réparation automobile, eaux des laveries... Le traitement de ces pollutions se fait selon deux voies principales.

Les PME-PMI ainsi que le secteur artisanal utilisent souvent les réseaux et les stations d'épuration collectives des villes, parfois après avoir effectué au niveau de l'entreprise un traitement partiel. Les performances des traitements dépendront de celles de la station urbaine et de son réseau de collecte. Dans ce cas, la pollution résiduelle sera liée aux efforts de dépollution de la collectivité locale. Ces entreprises qui utilisent le réseau urbain sont appelées : les «industries raccordées».

A l'inverse, les grandes entreprises traitent elles-mêmes les pollutions qu'elles génèrent. Elles disposent donc d'une station d'épuration spécifique et d'un rejet vers le milieu naturel : ce sont les «industries non raccordées». Leurs pollutions résiduelles ne dépendent que d'elles-mêmes et éventuellement de la vigueur de leur secteur d'activité. Quoi qu'il en soit, c'est au titre de leur activité économique que les entreprises vont acquitter la redevance.

Les agriculteurs. Cette dénomination cache une grande diversité de situations économiques et une multitude de spécialités agricoles(3). Quoi de commun entre une exploitation céréalière de 250 ha du bassin parisien, et un élevage de veaux sous la mère, en montagne ? Certainement pas les

primes de la PAC(4). Ce qu'elles ont en commun, c'est le sol comme outil de production, ce qui représente 60% du territoire national. Mais le sol, c'est aussi le réceptacle de la pluie et c'est pourquoi les pratiques agricoles vont avoir un impact majeur sur le cycle de l'eau et sur sa qualité.

Si, aux niveaux urbain et industriel, les pollutions résiduelles sont ponctuelles - ce qui facilite leur mesure - à l'inverse les pollutions agricoles résiduelles sont très majoritairement diffuses, ce qui rend plus difficile leur estimation. En fait, ces pollutions diffuses ont plusieurs origines. Pour augmenter sa productivité, l'agriculture d'aujourd'hui utilise des quantités importantes de fertilisants minéraux dont les éléments majeurs sont l'azote et le phosphore.

La forme nitrate de l'azote est fortement soluble dans l'eau. Dans le contexte d'une sur-fertilisation quasiment généralisée, les nitrates non utilisés par les plantes sont très facilement et très rapidement entraînés vers les nappes et les rivières, d'où leur importante contamination.

Le phosphore ne présente pas une telle solubilité. En conséquence, ses excédents d'utilisation s'accumulent chaque année dans les parties superficielles des sols. C'est à l'occasion des forts épisodes pluvieux, conduisant au ruissellement superficiel des eaux de pluie, que le phosphore lié aux particules de sol est entraîné dans les rivières où il s'accumule : c'est la voie de diffusion principale.

La suppression des haies et des talus, le drainage des zones humides, la rectification et l'approfondissement du chevelu des rivières, les sols nus en hiver, (...), tous ces aménagements facilitent l'évacuation rapide de l'eau de pluie et ont donc intensifié le transport des matières solides et du phosphore vers les rivières. Ce phosphore d'origine agricole, comme celui d'origine urbaine et industrielle, contribue à l'eutrophisation(5) des eaux et à son cortège de nuisances.

Enfin l'agriculture est aussi une très grande utilisatrice de produits

phytosanitaires. Ils sont épandus sur la surface agricole utile par des techniques dont certaines conduisent à une très forte dispersion dans l'environnement, dans l'air, et aussi dans l'eau des rivières et des nappes(6).

Quelle que soit la voie par laquelle tous les produits utilisés en agriculture se retrouvent dans l'eau, ils forment non pas une pollution résiduelle comme dans le cas de l'industrie ou de l'urbain, mais une pollution transférée. C'est à partir des quantités de **polluants transférés** au milieu aquatique et aux nappes d'eau souterraines que devraient être calculées les redevances de l'agriculture.

Résultat de l'équation : qui paie quoi ?

Donc trois groupes de contributeurs, chacun avec sa pollution résiduelle ou sa pollution transférée. Cependant la pollution est formée par différents polluants, chaque utilisateur d'eau ne pollue pas avec les mêmes produits, ou dans les mêmes proportions. Donc pour voir comment le principe pollueur-payeur est appliqué, il faudra, pour chaque élément polluant, déterminer quelles sont les quantités rejetées au milieu naturel après traitement, ou transférées, par les trois groupes d'usagers.

Le cas des nitrates est relativement facile à cerner. L'excédent de nitrates qui arrive à la mer chaque année, en **moyenne nationale**, représente environ 720 000 tonnes. Les industriels sont responsables de 5%, les particuliers de 20% et les agriculteurs de 75%. A l'évidence il faut lutter efficacement contre cette pollution. Donc, dans la loi sur l'eau en débat, une redevance sur les nitrates est prévue. Sa valeur maximale est fixée à 0,3 €/Kg. A noter, que le chiffre de 0,3 €/Kg est trois fois plus élevé que le prix d'un kilo de nitrate acheté en gros par un agriculteur. Indépendamment de ceci, l'application du taux plafond conduirait pour les industriels, les particuliers et les agriculteurs à des redevances respectives de 10,8, 43 et 162 Millions d'euros. Seulement voilà, dans un grand mouvement de solidarité nationale,

(2) Cette catégorie regroupe les grandes entreprises, le secteur des PME-PMI et les très nombreuses petites structures des services de l'artisanat et du commerce. (3) Grande culture, culture céréalière, maraîchage, arboriculture, élevage sur grande surface herbagère pour produire du lait ou de la viande, élevage hors sol du cochon ou de la volaille, viticulture, ... (4) Politique Agricole Commune. (5) Information Eaux N°572, mars-avril 2006, publication de l'Office International de l'Eau : «L'eutrophisation des eaux de surface est provoquée par leur enrichissement en matières nutritives azotées et phosphorées et se traduit par un développement excessif de la flore aquatique dans les rivières et en mer, en particulier par des «marées vertes». Ce développement provoque un manque d'oxygénation du milieu aquatique, lié à la décomposition de cette flore, la disparition d'espèces animales et végétales sensibles et aussi des gênes importantes pour les activités humaines». (6) Voir la Lettre eau N°34 à ce sujet.

Les méandres du principe pollueur-payeur

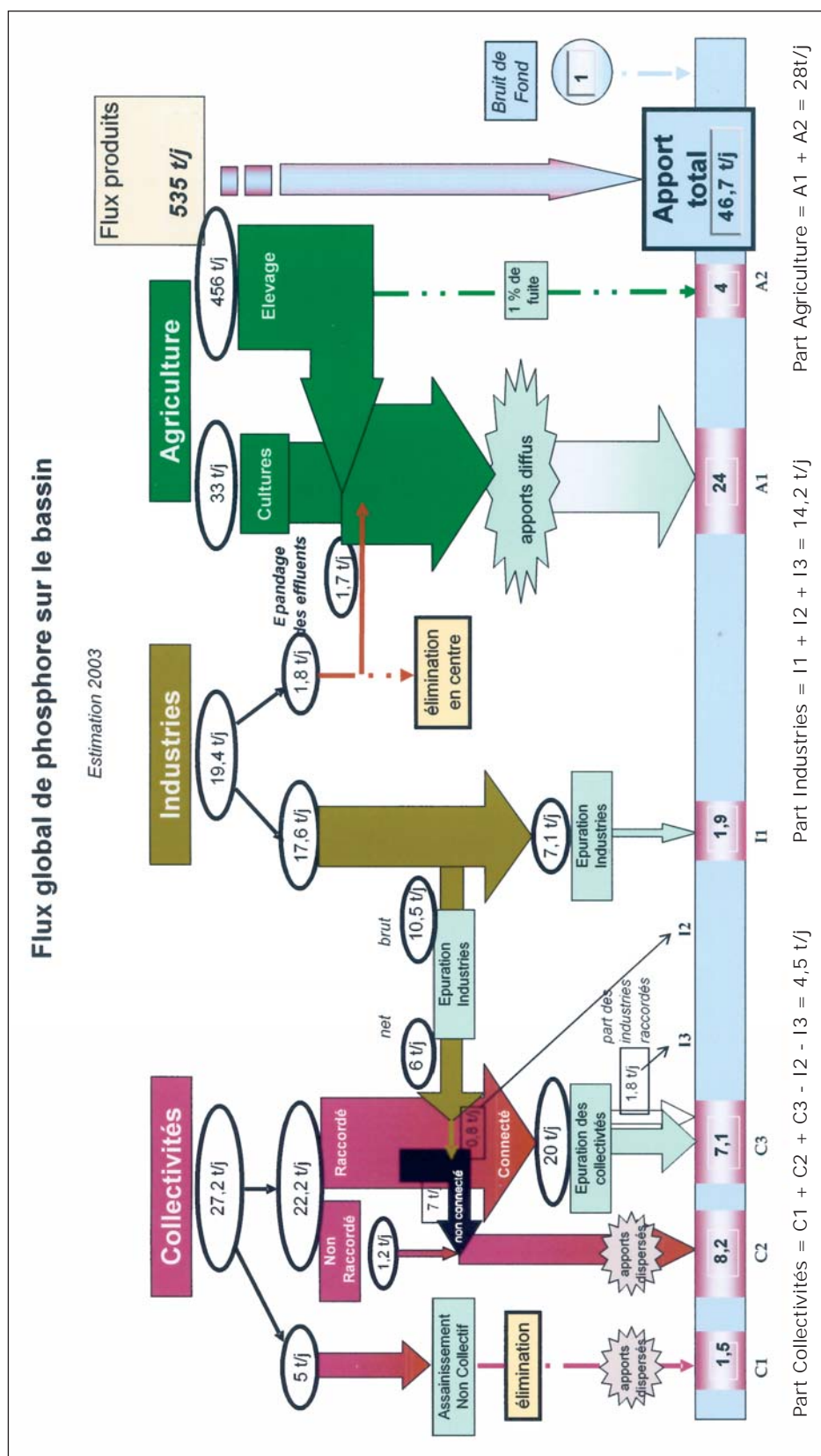
la loi sur l'eau prévoit de **ne pas appliquer la redevance nitrates à l'agriculture** : le **gouvernement l'a supprimée** ! Voilà un choix politique qui donne satisfaction aux producteurs, aux distributeurs, et aux utilisateurs d'engrais. Il est toutefois difficilement justifiable, car il concerne une pollution majeure qui va faire condamner la France par la Cour européenne de justice pour non-respect de la directive nitrates(7). Bravo !

Enfin, dans chaque Agence, les Comités de bassin devront choisir un taux d'imposition situé entre 0 et 0,3 €/Kg, mais par le vote rien ne les empêchera de choisir le taux plafond. Une fois de plus, les particuliers seront les vaches à lait du système. Cet exemple illustre parfaitement ce qu'est la non-application du principe pollueur-payeur au niveau national.

Pour aller plus loin, l'Agence de l'eau Loire Bretagne s'est livrée à l'exercice difficile qui consiste à estimer pour divers polluants ce que chacun des trois groupes apporte au milieu. Les résultats sont synthétisés dans un document de janvier 2006, de 17 pages et de 4 tableaux, dont un est rapporté ici, et qui se présente sous la forme suivante :

- en titre, le **nom du polluant** considéré.
- en première ligne, les trois groupes de contributeurs et leurs **pollutions brutes en t/j**(8).
- verticalement, les **circuits de dépollution**, l'**interconnexion** entre les trois groupes et le résultat partiel des traitements.
- en bas du tableau (ligne en bleu), l'**apport total de pollution nette** au milieu naturel et le détail des pollutions nettes des trois contributeurs.
- dans les trois dernières lignes, la part de pollution nette des trois groupes exprimée en t/j.

Le rapport entre la quantité de pollution nette de chaque groupe et la quantité de pollution nette totale permet de déterminer le pourcentage de responsabilité de chaque groupe pour l'élément polluant considéré.



(7) La directive «nitrates» est une directive de l'Union européenne (91/676/CEE) adoptée par les Etats membres le 12 décembre 1991, visant à limiter les nitrates d'origine agricole dans les eaux superficielles et souterraines.

(8) t/j : tonne par jour

Les méandres du principe pollueur-payeur

Cet exercice reproduit pour le phosphore, ici, et pour les autres polluants, ce qui permet de construire un tableau comparatif (Tableau 2) qui met en relation les niveaux de redevances des trois groupes et leurs responsabilités respectives dans les apports de pollution nette. **Par cette démarche, on évalue la mise en oeuvre du principe pollueur-payeur.**

«phytosanitaires» est très certainement la plus complexe à traiter, elle nécessite un fort développement de la recherche.

De nombreuses autres questions restent à éclaircir. A l'intérieur d'un même tableau de l'étude, comme celui qui traite de la matière organique, on note que le taux

correctement. Manifestement, l'agriculture échappe au principe pollueur-payeur, alors que c'est elle qui pose le plus de problèmes. On peut comprendre les difficultés économiques d'un secteur, mais il n'est guère acceptable que ceux qui font les efforts financiers de dépollution les plus importants, voient ceux-ci masqués par l'absence d'action d'un autre groupe. Trop souvent, certaines activités sont exonérées de redevance quand celle-ci est inférieure à un seuil de recouvrement fixé par l'Agence. Pratique qui vise à éviter que les frais de perception de la redevance soient supérieurs à son rendement financier, mais est-ce une bonne pratique ? Dans certains cas, c'est désastreux !

Enfin cette étude, en chiffrant les pollutions résiduelles des différents contributeurs, donne des indications précieuses qui devraient permettre d'orienter le financement des actions de lutte contre les pollutions les plus importantes. Dans un monde rationnel, cette étude serait utilisée pour déterminer les règles fixant les aides de l'Agence, les priorités, les modalités, de manière à ce que l'euro investi soit écologiquement le plus efficace ! Seulement voilà, nous vivons dans un monde où le rationnel et le cohérent sont passés de mode, hélas remplacés par le politiquement habile !

Bernard Rousseau
Pilote du réseau eau
Ancien Président de
France Nature Environnement

TABEAU 2

Redevables	% redevance	% MES*(9)	% Phosphore	% Nitrates	% MO
Collectivités	85,4	71	9,6	5,5	12,6
Industries	12,9	20	30,4	14	23,7
Agriculture	1,6	9	60	80	63,6

Tableau réalisé par FNE à partir des données de l'Agence de l'eau Loire Bretagne

L'analyse du Tableau 2 appelle les remarques suivantes. Ce sont les pourcentages de MES qui s'approchent le plus de la répartition des redevances(10). Les apports de Matière Organique (MO) sont très différents des apports calculés en moyenne nationale qui se situeraient plutôt autour de 33% pour chaque groupe. Ceci vaut également pour les apports de nitrates, ce qui résulte du poids de l'élevage en Bretagne et de l'industrie agroalimentaire qui se greffe dessus.

d'épuration des sols pour l'assainissement non collectif est de 70 %, alors que ce même taux de dépollution pour l'élevage est de 96,6% : comment expliquer une telle différence ? Par ailleurs, la pollution en matière organique apportée par l'assainissement non collectif représente 3,7% du total. Faut-il faire porter les efforts financiers importants sur ce type de pollution résiduelle, au risque de ne pas lutter avec suffisamment d'efficacité contre des pollutions nettement plus importantes ?

Le facteur « X » : les données manquantes

Le déficit de connaissances sur l'érosion des sols, et sur le transfert de matière solide vers le milieu aquatique n'empêche pas une estimation des flux de phosphore : surprenant ! La circulation des phytosanitaires dans les différents milieux, leur évolution et celle de leurs métabolites(11) étant le plus souvent méconnues, les chiffres sur les phytosanitaires étant plus incertains que d'autres n'ont pas été repris dans ce tableau. Toutefois ils expriment la même tendance que les nitrates. La problématique

Devant la complexité de l'exercice, les auteurs de cette étude prennent la précaution de mentionner que certaines données ont été évaluées à dire «d'experts», car certaines informations chiffrées n'existent tout simplement pas : toujours le déficit de recherche ! Mais que finance donc le Conseil d'administration de l'Agence ?

Principe pollueur-payeur : c'est surtout le particulier le payeur

Cet exercice montre que le principe pollueur-payeur n'est pas appliqué

Tableau sur le flux global de phosphore sur le bassin Loire Bretagne

Ce document a été réalisé en janvier 2006 par les services de l'Agence de l'eau Loire Bretagne, à l'occasion du travail des groupes techniques chargés de la réflexion sur le 9^{ème} programme. Les chiffres inscrits dans le tableau représentent donc l'évolution des flux de phosphore au cours des différents traitements.

Pour en savoir plus :
www.eau-loire-bretagne.fr/

(9) MES : Matières En Suspension.

(10) A noter que les apports de MES qui proviennent des sols cultivés ne sont pas pris en compte dans le calcul.

(11) Métabolites : produit de transformation d'une substance dans l'organisme (définition du Petit Larousse illustré).

Point de vue

Bandes enherbées : vraie solution ou cache-misère ?



Bande enherbée sur la Séoune, commune de Lauzerte (82) - Crédit photo : Jacky Malotaux - Nature Midi-Pyrénées

Voilà plus de 10 ans que les premières études sur l'efficacité des dispositifs enherbés ont commencé, afin de répondre aux problèmes majeurs de qualité des eaux causés par l'activité agricole intensive. Aujourd'hui, la mesure «bandes enherbées»⁽¹⁾ est théoriquement en voie de généralisation sous l'effet de la réforme de la Politique Agricole Commune, mais son application sur le terrain est déjà minimisée par les pressions de la profession agricole. Alors, vrais bénéfices environnementaux ou nouveaux leurres écologiques de la PAC : le point de vue d'une fédération régionale.

Bandes enherbées, une mesure qui ne date pas d'hier

En 1994, l'objectif était de trouver des solutions efficaces pour endiguer la forte détérioration de la qualité des cours d'eau liées à des concentrations trop élevées en nitrates, phosphore et pesticides, mais aussi de limiter les flux de matières en suspension. Cette mesure semble enfin acceptée puisqu'elle est désormais ancrée dans un dispositif qui s'impose au monde agricole via deux réglementations différentes : la Directive «nitrates» et la conditionnalité de la PAC. De plus, le renforcement d'une réglementation existante en bordure des points d'eau, celle des «Zones Non Traitées» (de 1 à 100m) pourrait voir le jour prochainement, FNE militant actuellement dans ce sens.

Pollutions agricoles diffuses, enfin la reconnaissance

Cette prise en compte dans les textes est déjà satisfaisante sur le principe car elle sous-tend

enfin l'acceptation de l'existence des pollutions agricoles d'origine diffuse, ce contre quoi la profession agricole s'est longtemps battue, ne reconnaissant que celles dites «ponctuelles». Est-ce suffisant pour autant ? Non, parce que le passage par la voie réglementaire a considérablement affaibli les préconisations de mise en œuvre concrète de ce dispositif. En effet, on constate qu'en 2005 et 2006, la conditionnalité des aides PAC oblige en France à la mise en place de bandes enherbées non traitées d'une largeur de 5 mètres minimum le long des cours d'eau désignés par le préfet. Initialement, une largeur minimale de 10 mètres avait été jugée pertinente au niveau européen, permettant d'intercepter la plus grande partie des flux polluants issus du ruissellement des champs sans soustraire à la production de trop grandes surfaces.

Une mise en œuvre locale à géométrie variable

Aucune méthodologie nationale ni même régionale n'a été calée pour l'application de cette mesure joliment renommée «surface en couvert environnemental». Ainsi chaque DDAF⁽²⁾ a la charge d'élaborer sa méthodologie pour définir les cours d'eau soumis à la conditionnalité. Le bon sens voudrait que l'on prenne en compte des notions biologiques et physiques pour définir un cours d'eau, en cohérence avec la Directive Cadre sur l'Eau et la notion de «bon état écologique». Mais la circulaire du 27 septembre 2005 du Ministère de l'Agriculture s'attache à définir les «cours d'eau pour la conditionnalité» selon l'inventaire figurant sur les cartes de l'IGN 1/25000e les plus récentes dont la clé d'entrée

est avant tout hydraulique⁽³⁾. A partir d'une telle référence, bien éloignée de l'échelle parcellaire, on débouche rapidement sur un linéaire de cours d'eau à minima.

L'éco-conditionnalité de la PAC déjà bien écornée

Il est important de rappeler enfin que l'efficacité des bandes enherbées sur les pollutions diffuses, si elle a été prouvée, n'est cependant pas constante. Elle peut varier dans le temps (épisodes climatiques) et dans l'espace selon les paramètres de sols, de pentes, de substrat, de parcellaire... On comprend. On comprend alors que l'implantation strictement le long des cours d'eau n'est pas forcément optimale pour intercepter les flux polluants (CORPEN, 1997), ce qui va à l'encontre des préconisations actuelles de l'administration qui les impose là en premier lieu. Largeur de bande réduite, lieux d'implantation inadéquats, liste des cours d'eau minimale, voilà donc comment cette mesure agri-environnementale, intéressante dans sa formulation initiale, a pu dès le départ et en préalable à sa généralisation pour la PAC, être assez fortement dévoyée. Qu'on vienne vous dire après que ce n'est pas efficace... vous saurez quoi répondre.

Vincent Magnet

Chargé de mission eau à Nature Centre

Pour en savoir plus :

NATURE CENTRE

71 avenue Charles Péguy - 45800 St Jean de Braye

☎ 02 38 83 00 80 / 02 38 61 06 11

✉ contact@naturecentre.org

www.naturecentre.org

(1) La mesure «bandes enherbées» dans le cadre de la réforme de la PAC de 2003 consiste en la mise en place obligatoire (éco-conditionnalité des aides) d'une surface en couvert environnemental égale à 3 % de la surface aidée de l'exploitation en céréales, oléoprotéagineux, lin, chanvre et gel. Ce couvert doit être prioritairement mis en place sous forme de bandes enherbées le long des cours d'eau traversant ou bordant l'exploitation. En l'absence d'arrêté préfectoral particulier donnant une autre définition, les cours d'eau concernés sont définis comme étant ceux qui figurent sur la carte IGN 1/25 000e la plus récente en : traits bleus continus pour les campagnes agricoles 2004-2005 et 2005-2006 jusqu'au 1^{er} juillet 2006

traits bleus continus et traits bleus pointillés à compter du 1^{er} juillet 2006 et pour les campagnes 2006-2007 et suivantes.

Le versement des aides agricoles est dit «conditionné» par le respect des Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales (BCAE) dont fait partie cette mesure.

(2) Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt - (3) Même s'ils sont inscrits en traits pleins sur les cartes IGN, les canaux d'irrigation, les canaux bétonnés, les digues, les canaux busés, etc... ne sont pas considérés comme des cours d'eau dès lors que les aménagements ont été réalisés conformément à la réglementation.